

le Journal du SNADGI 43



n°1/2007



L'information syndicale à destination des Agents des Impôts de Hte-Loire (n°8)

VIVE 2007....

Voilà, nous allons tous recommencer une nouvelle année. Habités à nous adapter aux perpétuels changements la DGI dans son contrat de performance 2006-2008, nous promet des merveilles. **Nous allons être tout simplement la vitrine de la Fonction Publique.** Nourris aux deux mamelles de croissance que sont la productivité et le rendement. Cet objectif ambitieux, notre Direction Générale (DG) fera tout pour le réussir, avec vous ou ...sans vous d'ailleurs. Vaccinée par le fiasco de la réforme 2003, elle s'engage sur des contrats de 3 ans, donnant à ses sbires locaux la latitude d'aller à leur rythme suivant la faune locale. Dans cette optique elle mouille la hiérarchie du plus haut au plus bas, n'hésitant pas à les acheter grassement pour le haut de l'échelle et symboliquement pour les plus humbles. Allez voir, par exemple, la page 19 du contrat, dernier paragraphe, il y est écrit chapitre « recherche de l'efficacité » les emplois de couronnement de carrière doivent être sauvegardés (CF : les Conservations des Hypothèques). Quant aux autres, vous savez les petites mains de petits cadres C, B ou A-, ceux qui bossent pour de vrai actuellement, ils n'existeront plus, hormis peut être le faillot de service, car il faut bien un flagorneur de service pour faire aussi le café. Autre promesse tenue, l'application de la notation nouvelle dans toutes ses composantes. Certains petits chefs, encouragés par leurs épaulettes, ont cru bon de s'affirmer en usant de cette fameuse notation annuelle. Ce qui est curieux, c'est que beaucoup sont à des postes que seule une notation de carrière pouvait leur permettre, car ils n'ont aucune peine, tous les jours, à étaler toutes leurs carences. Mais rassurez-vous ils sont au top en matière de traficotage de statistiques. A la mi décembre 2005, on nous a aussi offert la DPR en nous la présentant comme une panacée. Là mes camarades vous pouvez tous vous poser des questions et des bonnes en plus. Cette option hautement politique nous permettait d'envisager un vrai bras de fer avec notre DG. **Politiquement** il fallait que ça marche. Très vite le SNADGI-CGT, qui se vante d'être votre fervent défenseur, en a saisi toute l'importance. Pendant son

Congrès, poussé par la très grande majorité des ses représentants, il a clairement appelé à l'action pendant l'émission accélérée(juin). Seule obligation cette bataille devait être menée par toutes les forces représentatives des personnels. Curieusement une des plus importantes, arguant que sa base ne voulait pas, a refusé cette option. Résultat la DGI peut aujourd'hui clamer que la DPR est une immense réussite. Les politiques exultent et s'apprêtent à passer la vitesse supérieure. Les principaux artisans de cette réussite, les IAD, sont vouées à la disparition !!! tien y a un air d'hypo là, non ...A signaler que la promesse du rapprochement CDI/CDIF est pratiquement partout tenue, même si les atiligiériens ont encore une fois fait preuve de courage, obligeant notre guide local à une belle reculade. Un petit bémol pourtant dans ce tableau à la gloire de nos plus hauts responsables, il a nom AGORA. En effet nos têtes pensantes voulaient imposer cette application avec entre autre le pointage sur le poste de travail. De diverses manières les OS, soutenues par leurs mandants, ont combattu nationalement et localement cette nouvelle déviance. Jusqu'au mois de septembre 2006 le discours officiel proclamait qu'il n'était pas possible de conserver le pointage à l'entrée des bâtiments, trop cher et techniquement impossible. Les responsables nationaux du SNADGI-CGT soutenus par tous leurs adhérents ont avec les autres OS fait les gros yeux. Résultat le 28 septembre lors d'un groupe de travail, abandon du pointage sur le poste de travail et maintien grâce à un nouveau procédé s'adaptant à la pointeuse centrale, miraculeusement découvert la veille ! ! ! ! Noël c'est quelques fois toute l'année... Pourtant les atiligiériens ont, encore une fois prouvé, qu'ils existaient lors du dernier CTPD sur l'emploi en Haute-Loire (voir plus loin). Alors **STOP ou ENCORE,** vous allez avoir la chance de pouvoir vous exprimer. N'oubliez jamais, ne laissez jamais les autres décider à votre place.

Les représentants élus du SNADGI-CGT 43 vous souhaitent une excellente année 2007 qui sera telle que vous la construirez. Les ennuis c'est pas toujours de la faute aux autres



NOSTALGIE

Quoi de neuf, en cette fin d'année 2006, sur les terres souvent ingrates de la DSF 43. Depuis Noël 2005 les réformes diverses s'imposent ici aussi sans gros problème. Les batailles locales de 2005 avaient donné de bons résultats. Globalement l'envahissement de la CAPL de notation au printemps, suivi d'une journée anti propagande réussie lors de la JPO 2005 en Octobre et couronnée par l'exceptionnel CTPD sur le S.D.O.S 43 en décembre qui avait vu un recul notable de notre Directeur avaient fait mentir les oiseaux de mauvaises augure qui clament sans cesse que « La direction locale, sous les ordres de la DGI, fait ce qu'elle veut, nous ne pouvons que subir, c'est pas la peine, entre autre, d'aller siéger dans les diverses commissions dites paritaires ! Le dialogue et la concertation ne sont que des illusions.... ». L'année 2005 prouve, en partie, le contraire du moins en Haute-Loire.. Cela n'est pas évident et beaucoup de département n'ont pas notre "chance". Souvenez-vous lorsque les OS locales et **particulièrement le SNADGI 43** ont reçu les documents de travail, ce dernier a décidé de combattre ce projet. Pas moins de 5 convocations ont été nécessaires pour arriver à un résultat satisfaisant par rapport au projet initial. Localement donc l'année 2005 a été un bon cru dans les luttes locales. D'ailleurs depuis la fameuse mission 2003, lancé en 1999, notre présence est bien trop sensible, surtout au goût de notre Direction vous pouvez le croire.

Que dire de 2006, pas grand chose pendant les $\frac{3}{4}$ de l'année sinon que le SNADGI 43 occupe toujours, et heureusement pour vous, souvent le terrain. Dans toutes les instances où il défend vos intérêts il ferraille et arrache, chaque fois qu'il y a une marge, qu'il provoque d'ailleurs car même en ce pays pieux les miracles ne sont que mirages, de substantielles avancées.

Mais voilà les fameuses JPO, chères à notre Directeur, car porteuses de propagande, sont arrivées. Une première fois reportées, le 14 novembre des irresponsables avez encore décider d'une grève, allez savoir pourquoi ? Qu'à cela ne tienne le 23 Novembre tous les usagers auraient le droit d'envahir nos locaux.

Effectivement dès l'ouverture des portes le Hall d'accueil de l'HDI du Puy en Velay était noir de monde. Intrigués et subodorant un bon coup de pub les médias accouraient. Bien leur en pris, car ils s'aperçurent que près de 95 % des personnels étaient là. Extraordinaire, non. Très professionnelle ils nous proposèrent d'immortaliser notre solidarité envers notre DSF par une petite déclaration expliquant tous les mérites de nos brillants responsables dans leurs actions de propagande. Le tout agrémenté d'une petite photo de famille. Vraiment sympa cette petite réunion impromptue et tellement significative. Cahin-caha notre gourou local déboula vers les 9h, manifestation surpris. Le SNADGI 43 l'accueil avec tous les honneurs qui lui sont dus et le félicite pour sa propension, sans pression cette fois ci, de pouvoir réunir autant d'agents. Seul bémol, il osa demander si nous allions aussi lui torpiller ses petites réunions qu'il avait prévu avec des étudiants. C'était pas prévu, alors il fut rassuré. Néanmoins lorsque ces derniers arrivèrent ils eurent droits à une explication en bonne et due forme sur le magnifique Pacte Junior qui leur est promis. Là, notre bien cher collègue appréciait moyennement. Pour finir le SNADGI 43, seul, s'est invité avec quelques collègues au pot de clôture. Ayant décidé de ne pas trinquer avec des collègues qui manquent de solidarité, c'est le moins qu'on puisse dire, le SNADGI 43 a pris la parole dès le début et a fermement dénoncé cette journée de propagande. Pour info, bien que notre DSF probablement emporté par sa fougue légendaire est écrit sur son site @lti43 que plus de 50 personnes étaient venus en 2005, en réalité seuls 19 sont venues. Cette année 11 courageux usagers ont été officiellement comptabilisés. Question du jour combien notre DSF en aura-t-il vu ?

Une chose est sûre, aujourd'hui le SNADGI 43 s'engage à être à vos côtés, vous n'avez juste qu'à choisir de quelle manière. Préférez-vous qu'il la joue façon amicale ou bien façon syndicale ? Nous attendons avec impatience votre réponse...

HISTOIRES DE PROPAGANDE A LA DGI

Chaque époque a ses petites habitudes. La notre est marquée par le sceau de l'intelligence à défaut de celui de la raison, ça vous a pas échappé. Vous direz que c'est pareil, pas tout à fait. Donc nous vivons au temps de la mondialisation. Tout individu, sur toute notre planète (le monde) a les mêmes devoirs et est traité à l'identique (évidemment il a les mêmes droits, le plus connu étant celui de fermer sa gueule). A partir de ce constat simple il ne s'agit plus que de décliner les inéluctables évolutions de manière intelligente donc logique. En haut, là où il y a les vrais intelligents, appelés aussi parfois responsables, ils réfléchissent et raisonnent de manière à ce que mondialement, en toute modestie, tous les peuples soient traités de manière équitable voire juste. Exercice herculéen, dont peu de monde imagine les difficultés. Pourtant des individus faits comme nous, donc de sang, de chair et d'os se sacrifient pour le bien de l'humanité, n'ayons pas peur des mots. Modestement, décliné à notre petit niveau, cela se traduit par une vraie volonté de donner la possibilité à tous de s'exprimer. Un tout petit exemple, pour la forme, nous est fourni par l'envie affichée par nos responsables locaux. Dans cette période d'adaptation à cette grande foire mondiale, ils n'hésitent pas à animer des réunions dites de travail, pour nous demander notre avis sur telle ou telle évolution professionnelle. Ne comptant pas leurs efforts ils vont même jusqu'à nous mâcher le travail. Ils ont déjà tout pensé, tout réfléchi même à notre place, pour nous faciliter la tâche et probablement pour nous éviter des oublis ou des erreurs qui nous seraient préjudiciables. Bien sûr ce petit exemple touchant la piétaille n'est là que pour essayer d'éclairer la chandelle du gogo de service, il n'a pas d'autre ambition. La raison voudrait, qu'enfin, on laisse travailler tous ceux qui pensent notre avenir et évidemment notre bonheur dans une certaine quiétude. Mais pouvons nous rêver d'être un jour raisonnable ? Cela est probablement trop élevé pour nous, reconnaissons le humblement.

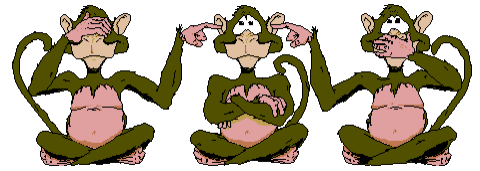
VOUS AVEZ DIT MALEABLE.....

Malgré l'engagement ferme du SNADGI-CGT et de toutes ses composantes la DGI, confortée par la frilosité de certaines forces représentatives des personnels, a décidé d'aller plus loin dans la gestion des personnels. Depuis longtemps ses responsables, des plus hauts et souvent même jusqu'à bien bas, rêvaient parfois à haute voix de règles d'affectations plus flexibles. Dans cette optique les alchimistes maisons pensent avoir trouvé la bonne mixture pour nous faire avaler la pilule. Dès Octobre nos apprentis sorciers ont convié toutes les OS à une réunion dite de travail. Les documents, dits eux aussi de travail, ne souffraient d'aucune ambiguïté, surtout la **fiche n° 3** qui traitait des affectations locales. Il y est stipulé que ces dernières ne reposent sur aucune règles officielles. Traduction: si vos représentants n'étaient pas là, il y a longtemps que les personnels bougeraient au gré des humeurs managériales. Devant cette véritable attaque et sous l'impulsion ferme du SNADGI-CGT, toutes les OS ont refusé de siéger. Seul la CGC a curieusement accepté une audience !!!

Lors du CTPD du 24 Octobre le SNADGI local a une fois de plus élevé la voix en lisant une déclaration qui dénonçait ce recul sensible et qui demandait clairement à notre Directeur d'intervenir auprès du DG pour qu'il retire cette fiche n°3. Particulièrement sensible à nos propos le Président, manifestement très proche de notre Directeur, nous a répondu du fond du cœur, NON. Hé bien là on le croit. C'est l'exception qui confirme la règle. Par contre il est enchanté de la fiche n° 1 qui encourage les affectations EDRA département... de plus affirme-t-il, efficience* oblige, la force de travail doit pouvoir être affectée là où elle est productive. Petit rappel on est bien, toujours, dans le service public !

Alors que faut-il en penser ? Objectivement, si la règle de l'ancienneté administrative pour départager les agents selon leurs vœux n'est sans doute pas idéale, elle représente pour les agents une garantie quant à leurs choix tout au long de leur carrière. L'administration suggère de partir des souhaits des agents formulés lors de l'entretien d'évaluation. C'est très dangereux lorsqu'on en connaît le but, qui est dénoncé avec force par le SNADGI-CGT, en effet l'agent et déjà pieds et poings liés. En matière de gestion la règle dominante n'est autre que la culture du résultat. Dans ce contexte les agents n'ont collectivement rien à y gagner.

***Efficience:** répartition des efforts en fonction du potentiel réel de productivité de la DSF. Elle mesure au TSM (Tableau de support des mutation ex TGE) les performances dans la réalisation de ses missions, la maîtrise des coûts de fonctionnement et la qualité de service, au travers d'une "note radar". Pour info sur la période 2002-2005 les gains ETP générés par **FIDJI** ont été estimés à **679 emplois**, pour **TELE-IR** ces gains se sont élevés à **139 en 2005 et 105 en 2006**, se qui s'est traduit par **211 emplois fléchés supprimés au 01/09/2006**.



Les brèves

Quoi de nouveaux sous le soleil à BRIOUDE:

Comme chaque altiligérien le sait, il fait bon vivre dans le brivadois. Il faisait même bon y travailler. Pourtant dernièrement, suite à la décision unilatérale de notre DSF de diluer l'antenne du CDIF au sein de l'IAD local et ce à partir du 1^{er} décembre, nos collègues de feu l'antenne ont subi de nombreuses agressions. En effet le bâtiment qu'ils occupent a été racheté par l'administration et il a subi de très nombreux travaux. Il faut aussi savoir que la Trésorerie locale va venir occuper le Rez de chaussée. Précisons que le SNADGI 43 s'est toujours opposé clairement à ces deux dérives. Toujours est-il qu'installés provisoirement au RDC, nos camarades ont été soumis à des conditions plus que limites. Dès le printemps nous avons exigé en CHS et en CTPD que l'intégrité des agents soit préservée. Affirmatif a clamé d'une seule voix la DSF 43. Mi-octobre patatras, on s'entendait plus, la poussière prenait possession des lieux, mais contrairement au dernier conflit Moyen-Orient le 20H de TF1 n'en faisait pas ses gorges chaudes et de ce fait notre aréopage manquait d'information. C'est là que nos fameux détectives prouvent encore leur efficacité. De manière collective ils ont lancé une attaque croisée en direction de l'envoyé spéciale de la DSF et du seigneur local. Résultat: 2 jours sont octroyés aux valeureux agents pour permettre les travaux lourds. En CTPD et en CHS, lorsque nous avons signalé ces petites bévues, sachez qu'une de nos collègues s'est méchamment abîmée le genoux, nos responsables ont tranquillement répondu qu'ils veillaient au grains et que ces absences autorisées étaient prévues. Une chose est sûre il ne manque pas de souffle.

STOP IMAGE:

Il ne fait pas de doute que vous allez régulièrement sur le site informatique d'@lti43. Vous y trouvez des informations pratiques certes, mais vous devez être frappés probablement par l'utilisation effrénée du maître des lieux qui s'en sert sans vergogne pour sa promo perso. C'est vrai que l'altiligérien est réputé pour sa qualité d'accueil des migrants qui viennent chercher fortune ici. Benoîtement nous sommes obligés de nous plier à leurs exigences souvent imposées d'en haut, et parfois appliquées avec zèle.

Alors que voit-on? Surtout des photos et si possible avec un personnage central. Bien sûr, pour montrer l'adhésion euphorique de l'ensemble des collaborateurs une présence, même passive, est fortement encouragée.

En cette rentrée 2006 la productivité du site est à signaler. Même des décisions dénoncées et non actées en CTPD sont officiellement officialisées avec photos à l'appui et texte pour le moins orienté.

Aujourd'hui le SNADGI 43 a décidé de dire STOP à la promotion de toutes ces réformes que nous dénonçons. **De dire STOP à la promotion de manière insidieuse** de ceux qui viennent casser notre outil de travail et participent activement à la casse de nos emplois et à leur flexibilité.

N'acceptons plus de poser sur aucune photo dans notre sphère professionnelle. Nous en avons le droit. Utilisons le. Ne soyons en aucune manière collaborateur de toutes ces dérives.

Y A PAS DE PETITS PROFITS:

Nous sommes le 16 Mai 2005, jour désigné pour venir en solidarité de nos aînés, en travaillant 7 h gratis. Curieusement le SNADGI-CGT, qui se présente pourtant comme le chevalier défenseur des opprimés, appelle à la grève. La DG produit une note expliquant en détail comment doivent être régularisée la journée des travailleurs citoyens. Exemple on rajoute 42 mn à celui qui travaille 38h30 hebdo. La note proratise suivant la quotité de travail (80%, 70%...). Surprise pour ces feignants de grévistes on leur rabiote 7h42mn. Courroux en local et bataille en CTPD. Refus systématique des responsables citoyens, puis de la DG et même pas le courage de le faire par écrit pour cette dernière. Têtu l'altiligérien de base revient pendant plus d'un an à la charge. Devant les arguments percutants et rationnels, le responsable local décide de ne pas appliquer la double peine. Accouchant dans la douleur la note de service demandant aux responsables de service de régulariser cette méprise, ne reprend que notre exemple de 38h 30 !! Les temps partiels sont étrangement oubliés. Ayant porté cette revendication, **seul** depuis le début, le SNADGI 43 intervient fermement et demande des explications. Embarras non dissimulé de personnes qui ne partageaient pas notre point de vue. Un zeste de mauvaise fois, agrémenté d'explications aussi curieuses que saugrenues, vient animer le débat. Monsieur le Président, qui avait prouvé qu'il savait parfois faire la part des choses, décide de se saisir du problème et de le régler.

CTPD sur la situation de l'emploi du 20/12/2006

Le CTPD sur la situation de l'emploi en Haute-Loire qui faisait suite au CTPC du 14 Novembre a été convoqué une 1^{ère} fois le 14/12/2006. Les O.S. locales l'ont boycotté. Une 2^{ème} convocation était prévue le 20/12/2006. A cette occasion les agents ont décidé, à l'appel de leurs O.S. **SNADGI 43 en tête**, de s'inviter à la fête. Pas moins de 76 collègues se pressaient à la DSF pour avoir les meilleures places. Sur le site d'Yssingaux 17 sur 22 dépointés par solidarité et à l'ancienne antenne du Cadastre à Brioude 2 sur 2 débadgeaient les autres étant parmi nous (voir plus loin photo et articles de presse). A lui seul ce tableau démontre de la capacité de notre directeur à fédérer le mécontentement. En préambule nous l'avons d'ailleurs félicité de son efficience d'autant qu'en la circonstance il n'y avait aucune pression, les agents sont venus tout à fait librement... Toutefois le **SNADGI 43** a demandé fermement que tous les agents qui étaient dans l'action soient recrédités du temps qu'ils vont passer en dehors de leur poste de travail, car c'est à cause de l'administration et du directeur s'ils sont là...

Après avoir lu une déclaration, nous sommes rentrés très vite dans le vif du sujet. Les O.S. locales n'accepteraient de siéger que si le Directeur retirait la suppression du cadre **A ICE d'Yssingaux** et celle **du B géomètre de Brioude**. Pour le 1^{er} poste, le directeur avait pris l'engagement fin 2005, sous la pression des agents, de maintenir l'ICE à Yssingaux. Ce coup de canif plus l'installation aux forceps d'un pôle ICE dédié mais non géographique au Puy préfigure la disparition prochaine de cette mission dans la sous préfecture. Pour le 2^{ème} poste notre directeur est allé tout simplement au delà des décisions du CTPC. Ses réponses, la mission ICE est maintenue, car il met un A Edra et pour le B géomètre la DG l'a informée oralement qu'il pouvait le supprimer car il était vacant ! Face à tant de mépris nous avons, avec les agents, dénoncé tout ce cinéma.

Nous avons longuement insisté pour qu'il revienne sur ses décisions. De nombreux agents, de plus en plus excédés ont commencé à parler franchement et directement. L'un d'eux, très vif, et revenu sur le passage éclair du Directeur-Adjoint, Monsieur FENET. En effet même si sa venue de propagande a été rapide, il a réussi à prouver l'étendue de la désinformation, voire disent certains de la malhonnêteté, dont sont capables nos plus hauts responsables. Il a, par deux fois au moins, affirmé que la retenue à la source n'était qu'une invention des médias, qu'une rumeur... Résultat, le lendemain son chef, le Ministre, annonçait...dans les médias la retenue à la source pour 2008. Edifiant, mais tristement réel et pas isolé. Belle mentalité....

Echaudé un autre de nos collègues rappela à notre directeur son passage sur le site d'Yssingaux le 7 Novembre. A la question, combien y a-t-il d'emplois supprimés dans notre département la réponse fut, « je ne sais pas ». **Résultat**, le lendemain sur Eole, le nombre d'emplois supprimés par département était précisé avec en prime une carte de France. Ici nous en héritons de 7. Si ça c'est pas un mensonge, ça y ressemble. Là notre gourou était manifestement mal à l'aise. Il bafouilla quelques phrases contradictoires.

Revenant à nos deux exigences de départ, nous informions notre directeur que n'ayant pas tous les éléments pour prendre une décision (les affirmations orales de la possibilité de supprimer le B géo), nous ne pouvions siéger régulièrement. Nous demandions donc une nouvelle convocation avec tous les éléments par écrits. Donc nous partions, mais ce n'était pas un boycott. **Résultat**, le Directeur est passé en force considérant que les syndicats boycottés cette deuxième convocation lui offrant ainsi la possibilité d'acter librement toutes les dérives dénoncées et pour la première fois le Procès verbal sortait dès le lendemain....

Cette imposture faite à tous les agents inscrits massivement dans l'action, ne relève que d'une posture déjà démontrée par le Directeur-Adjoint de la DGI, Monsieur FENET lors de sa visite éclair du 12/12/2006. Une très grande partie de notre hiérarchie du plus haut au plus bas de l'échelle, et de manière dégressive, s'inscrit dans un contexte de matraquage médiatique. Perfidement le pipeau est élevé en dogme intangible, suivant les exemples brillantissimes d'un certain BRETON accessoirement ministre de l'économie, qui n'hésite pas à inaugurer devant les caméras une pompe à biocarburant totalement bidon, d'un Copé ministre délégué au budget qui n'hésite pas dans un petit bar parisien du 93 à monter une opération totalement bidon pour vendre son projet d'abaissement de la taxe sur les baby-foot, flippers, billards... en taquinant un flipper devant des caméras séduites par cet homme de communication, même si dans ce petit troquet, jamais Marie-Lou la patronne, n'a eu de baby-foot. Petit détail croustillant, cette descente ministérielle c'est faite un lundi, jour traditionnel de fermeture de ce bar ! ! Le fisc est vraiment très fort. Et ici, le pipeau médiatique bat son plein. Que dire de @lti43 organe local, officiel et labellisé, de diffusion de l'actualité. Truffé de photos ou de commentaires orientés à la gloire de la DGI, de la DSF 43 et de son principal dirigeant où seuls les comptes rendus et les photos choisies par ce dernier ont droit de citée. C'est tellement énorme, que le grotesque l'emporte. Pour exemple, la JPO 2006, détaillée et illustrée de manière orientée sans qu'aucune photo de la manifestation organisée par près de 95% des agents n'apparaissent ? Sans que le chiffre de 11 usagers/citoyens venus spontanément ne soit mentionné, seuls les étudiants ou les professionnels « invités » sont mis en évidence. La visite de FENET est du même tonneau, outre que des photos ont été prises sans le consentement

d'agents, seules celles pouvant servir la propagande « fleurissent » le site. Les chaises vides qui montraient les 6 postes supprimés à l'IAD n'ont eu droit à aucune publicité. On passera sur l'émois que certains responsables ont eu à cette occasion... Ces exemples démontrent toute la duperie que nous inflige nos responsables...

La Tribune LE PROGRÈS

Jeudi 21 décembre 2006

Les agents des impôts de Haute-Loire en colère

« La seule ambition de la direction, c'est la suppression rapide d'un maximum d'emplois », expliquait, hier, l'intersyndicale.



CHRISTOPHE TEYSSIER

Une cinquantaine d'agents sont venus au Puy-en-Velay interpeller leur directeur.

AL'APPEL DE L'INTERSYNDICALE 20S43, SNADI-CGT43 et SNUI 43, plus de soixante-dix agents des impôts sont venus « envahir » la direction des services fiscaux à l'occasion de la tenue d'un comité technique paritaire départemental (CDTP) qui portait sur la situation de l'emploi dans notre département.

Sur les sites excentrés, Brioude et Yssingeaux, la grande majorité a débadgé en signe de solidarité. « Une audience avec la direction jusqu'à 11 heures s'est soldée par le départ des OS, car il manquait les documents écrits pour siéger. Nous avons demandé une nouvelle convocation avec tous les documents écrits », indique Georges Trescartes, secrétaire du SNADI-CGT 43. Après la suppression de vingt-trois emplois ces quatre dernières années, la suppression de sept autres fait bondir les personnels qui entendent montrer leur détermination. Selon l'intersyndicale et contrairement aux annonces faites, la direction générale des impôts « adepte de la désinformation », supprime des emplois en masse au détriment du service public et des usagers.

« Aujourd'hui, tous les usagers sont obligés de venir au Puy-en-Velay pour faire enregistrer un acte puisque que ce service a été supprimé sur Ys-

singeaux et Brioude », a expliqué l'intersyndicale qui dénonce la disparition de nombreuses missions locales tels le recouvrement forcé, le contrôle et l'expertise aussi bien pour les particuliers que les professionnels. « Elle a supprimé l'antenne du cadastre à Brioude le 1^{er} décembre. Elle envisage à terme de faire de même pour la fiscalité immobilière, le contrôle sur pièce. Sa seule ambition, c'est la suppression rapide d'un maximum d'emplois, sous la pression des politiques ».

Le Pacte junior en ligne de mire

Autre sujet d'inquiétude, le Pacte junior, un nouveau contrat « scandaleux » qui s'adresse aux jeunes. « A l'image du feu CPE, les jeunes de 26 ans ont la chance d'être embauché à la bobine pour un contrat de deux ans. Ils sont grassement rémunérés 699 euros jusqu'à 21 ans, puis 780 jusqu'à 26 ans. Si ce n'est pas de l'exploitation, cela y ressemble. Pour finir, ils seront éventuellement retenus par un trio suivant leurs mérites. C'est aussi un nouveau coup porté contre notre statut. »

Face au « blocage » de l'administration, les organisations syndicales envisagent de franchir dès janvier un nouveau cap dans la mobilisation.

Pour la route quelques petites citations..... et un dernier article.

C'est dans le mépris de l'ambition que doit se trouver l'un des principes essentiels du bonheur sur la terre.
(Edgar Poe)

En essayant continuellement on finit par réussir. Donc : plus ça rate, plus on a de chance que ça marche.
(Jacques Rouxel) du même : La plus grave maladie du cerveau c'est de réfléchir ; Tout avantage a ses inconvénients et réciproquement.

Un général ne se rend jamais, même à l'évidence (Jean Cocteau).....du même : Le verbe aimer est difficile à conjuguer : son passé n'est pas simple, son présent n'est qu'indicatif, et son futur est toujours conditionnel...



Le propre du travail, c'est d'être forcé. (Alain)

Centre d'France
LA MONTAGNE
HAUTE-LOIRE

Jeu

di 21 décembre 2006

VIE SYNDICALE

IMPÔTS

ENVAHISSEMENT DE LA DSF DU PUY-EN-VELAY. À l'appel du Snadgi-CGT et du Snui, les deux organisations syndicales représentées à l'administration des impôts de Haute-Loire, 76 agents ont envahi, hier matin, la direction des services fiscaux (DSF), place Michelet, au Puy-en-Velay. Ce compte émane des syndicats eux-mêmes qui considèrent cette mobilisation comme étant « exceptionnelle pour un mercredi juste avant les vacances de Noël ». « Sur les sites excentrés de Brioude et d'Yssingeaux, la grande majorité des employés a "débadgé" en signe de solidarité, raconte Georges Trescarte, délégué Snadgi-CGT. On peut estimer à plus de 70 % la mobilisation des agents, sans compter les cadres A qui s'obstinent à ne pas être solidaire avec nous ». Une audience s'est tenue entre les manifestants et la direction. Celle-ci a duré 2 h 30, jusqu'à ce que les représentants syndicaux quittent la réunion, « car il manquait des documents écrits pour siéger ». Ils ont réclamé une nouvelle convocation, « avec tous les documents écrits ». Les manifestants expliquent défendre les services publics « partout et pour tous ». « Les usagers citoyens doivent savoir que la disparition d'un service public de qualité et de proximité, outre qu'il appauvrit le territoire touché en emplois, favorise l'inégalité et l'injustice entre tous les Français », souligne Georges Trescarte. ■